



MINORITÉS ET CONFLITS

L'indianité dans les conflits de la seconde partie du XX^{ème} siècle en Amérique du Sud

Mémoire de géopolitique
du Commandant GUICHEMERRE
dans le cadre du séminaire
« Amérique Latine »

Directeur : Monsieur François THUAL

Mars 2006

*L'indianité dans les conflits de la seconde partie du XX^{ème} siècle en
Amérique du Sud*

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LE POIDS DE L'HISTOIRE

Amérique du Sud et populations indiennes

Les stigmates de l'histoire

Notions sociologiques et anthropologiques

DEUXIÈME PARTIE : LES SOURCES DES CONFLITS CONTEMPORAINS

Une identité méprisée

Les fractures socio-économiques

Les sources externes

TROISIÈME PARTIE : ANALYSE DES MOUVEMENTS INDIENS

De l'association à la guérilla

Victoires et désillusions

Une menace pour la stabilité du sous-continent

INTRODUCTION

« *Je reviendrai et serai alors des millions* » avait prophétisé le leader indien Aymara¹ Tupak Katari en 1781, lors de son exécution par les conquistadors espagnols. L'émergence de conflits en Amérique du Sud depuis la fin de la seconde guerre mondiale tend à corroborer la prophétie. Leopoldo Benitez dans son ouvrage « *Drame et Paradoxe* » cite à propos de l'Equateur un adage dépeignant la situation de tous les états sud-américains : « *La République s'est dressée en écrasant de son pied et de sa botte militaire la dignité des peuples, méconnaissant totalement les diversités dont maintenant, en entrant dans le XXI^{ème} siècle, la plupart d'entre nous avons une idée claire* ». Cependant, les mouvements indiens ont-ils atteint la maturité nécessaire pour s'imposer sur la scène politique de leur état d'appartenance et ainsi, bouleverser les fondements établis ?

Premièrement, il est nécessaire d'éclaircir un point de sémantique. En effet, le terme « indien », employé pour la première fois par Christophe Colomb croyant avoir atteint les Indes, sera usité dans le mémoire par souci de simplicité. Les termes « amérindien », désignant également les populations d'Amérique du Nord, et « indigène », trop péjoratif en français, seront évincés.

Les indiens d'Amérique du Sud constituent une mosaïque de peuples hétérogènes vivant dans des ensembles plus ou moins homogénéisés mêlés à une population dominante. Absents du cône Sud, ils composent la majorité de la population des pays andins. Opprimés au cours de l'Histoire, ils tentent de revendiquer leur identité grâce à l'impulsion démocratique qui a transformé les états sud-américains à la fin de la guerre froide. Du mouvement social à la guérilla, leur poids politique ne cesse de s'accroître menant certains pays andins au bord de l'implosion. Le développement de conflits résulte d'une situation interne politique, économique et socio-culturelle défavorable alimentée par des sources externes. Cependant, les quelques succès obtenus par les mouvements indiens n'obèrent pas les désillusions qui maintiennent un facteur d'instabilité dans le sous-continent. Les indiens, profitant d'une démographie galopante, pourraient obtenir leur revanche au cours du XXI^{ème} siècle.

Replacés dans le contexte géopolitique et historique de l'Amérique du Sud, les revendications identitaires indiennes trouvent un terreau fertile d'expansion de part la situation interne des états sud-américains et d'autre part la mondialisation. Leur organisation, leur forme d'action et leur résultat diffèrent en fonction du pays considéré mais le dénominateur commun de tous ces mouvements demeure un risque d'instabilité pour le sous-continent.

¹ Indiens du Pérou, du Chili et de Bolivie occupant les vallées inter andines et les steppes d'altitude.

PREMIÈRE PARTIE : LE POIDS DE L'HISTOIRE

L'Amérique du sud, entité de l'Amérique latine, constitue la quatrième plus grande masse continentale du monde. Elle demeure le prolongement géopolitique du Nord, un continuum des Etats-Unis selon la doctrine de Monröe. Marquée par un environnement naturel hostile, une population hétérogène et une Histoire où règne une violence perpétuelle, ce sous-continent constitue un creuset d'affrontement sous-jacent et une convoitise pour ses richesses.

1.1 Amérique du Sud et populations indiennes

Terre aux nombreux contrastes et peu hospitalière, berceau des indiens, elle n'en demeure pas moins un enjeu majeur pour ces richesses et pour la santé de la planète. La multi ethnicité, la jeunesse et la démographie galopante caractérisent sa population vivant dans un monde baigné par la criminalité, les inégalités sociales et une instabilité politique.

1.1.1 Un sous-continent difficilement accessible et agité mais très convoité

Contrairement à l'Amérique centrale et aux Caraïbes, l'Amérique du Sud se caractérise par une masse homogène pointant vers les mers froides australes. Elle comporte de nombreuses zones inhospitalières ou des ensembles difficilement accessibles : forêt amazonienne, cordillère des Andes (une vingtaine de sommet à plus de 5000 mètres), désert d'Atacama (un des endroits les plus secs du globe), plusieurs volcans actifs... Le fleuve est resté longtemps le moyen de communication le plus efficace. Ce sous-continent est souvent soumis à d'importants cyclones et à des phénomènes climatiques comme « El Niño » ou « la Niña ». Il est donc malaisé de dompter ce milieu répulsif. En conséquence, les colons se sont concentrés sur les côtes Atlantique et Pacifique. Seuls, les indiens peuplent le cœur de l'Amazonie et les contreforts andins. Ce sous-continent, regroupant douze pays, se subdivise en quatre systèmes principaux : deux Amériques hispaniques (le cône Sud regroupant l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et l'Amérique andine comprenant l'Equateur, le Pérou, le Paraguay, la Bolivie), le Brésil portugais et les Guyanes composées d'un kaléidoscope de peuples².

Les surfaces utilisables par l'homme demeurent modestes du fait du climat chaud et humide au Nord-Est et rigoureux au Sud ainsi que de l'altitude élevée des massifs andins et des hauts plateaux. De même, les sols sont trop pauvres pour permettre une agriculture intensive. Cependant, ce sous-continent constitue un eldorado avec des richesses minières abondantes (minerai de fer, étain, cuivre...) et du pétrole dans les bassins intérieurs

² THUAL François, *Géopolitique de l'Amérique latine*, Paris, éditions « economica », 1996.

des Andes. La plupart des pays exportent en dehors de l'Amérique du Sud ; il suscite la convoitise des Etats-Unis et des autres pays occidentaux. L'Amérique du Sud est frappée du phénomène de « Darwinisme »³ : une séparation géographique entre les riches de la plaine et les pauvres des massifs montagneux. Les inégalités de revenus et de patrimoine sont issues, en grande partie, de la répartition inégale des terres. Ce sous-continent est marqué par une importante fracture sociale.

L'Amérique du Sud représente un écosystème fragile et vital pour la planète. En effet, la forêt amazonienne est considérée comme un « poumon vert » absorbant l'excès de gaz carbonique de l'atmosphère. Ainsi, elle focalise toute l'attention des scientifiques, des organisations écologistes et des médias. Ces territoires constituent un enjeu planétaire, un sanctuaire de la lutte contre la pollution et la dégradation de l'environnement ; en effet, 4,3 millions d'hectares de forêt disparaissent par an⁴.

Les pays sud-américains sont touchés par la criminalité transnationale. En effet, de nombreuses organisations criminelles, maffieuses et terroristes (cartels colombiens, Sentier Lumineux, FARC⁵...) liées au narcotrafic y sévissent. Le taux d'homicide demeure très élevé (70 pour 1000 000 habitants au Venezuela, 40 au Brésil)⁶ et la Colombie produit 70 à 80% de la cocaïne raffinée dans le monde⁷. De même, on ne compte plus les coups d'état qui ont ébranlé la vie politique sud-américaine et la corruption de ses élites.

Dans cet environnement hostile et fragile cohabite une population disparate marquée par de profondes inégalités sociales touchant essentiellement les peuples autochtones.

1.1.2 Une population hétérogène

L'Amérique du Sud abrite 6% de la population mondiale, environ 300 millions d'habitants⁸ en constante augmentation due à l'accroissement naturel (taux de natalité avoisinant les 25 naissances pour 1000 habitants)⁹. Dans de nombreux pays, environ la moitié de la population a moins de quinze ans et la projection démographique en 2025 prévoit 700 millions de sud-américains. Cette démographie galopante et la jeunesse de la population constituent un enjeu majeur pour la stabilité future du sous-continent. La densité démographique globale est faible (17 habitants au km²) mais la population se concentre essentiellement dans des grandes villes (l'Amérique du Sud compte une dizaine de métropoles

³ « L'Amérique latine au XXème siècle », (col), Masson, 1979

⁴ Sources FAO

⁵ Forces Armées Révolutionnaires de Colombie

⁶ Sources du « World Drug Report », ONU, 1998

⁷ Idem 4

⁸ Sources Encyclopédie Encarta, 2003

⁹ Idem 7

dont trois dépassant les 15 millions d'âmes : São Paulo, Buenos Aires et Rio de Janeiro). 90% de la population est d'obédience catholique mais les groupes évangélistes d'Amérique du Nord et les Pentecôtistes¹⁰ protestants sont particulièrement actifs. Des cultes animistes subsistent au Brésil et dans des communautés indiennes.

L'hétérogénéité caractérise la population du sous-continent sud-américain. Le cône Sud est composé d'une population de « blancs » issus de l'immigration européenne (Espagnols, Italiens, Allemands...). Les pays andins sont peuplés majoritairement d'indiens et de métis alors que le Brésil et les Guyanes sont multi ethniques.

Les indiens représentent 10 % de la population sud-américaine. Ils sont caractérisés par leur hétérogénéité : quatre cents ethnies et environ mille cinq cents langues ou dialectes parlés et il y a peu de ressemblances entre l'indien de la forêt amazonienne et l'indien issu des grandes civilisations du monde andin. Leur répartition dans le sous-continent est disparate¹¹. S'ils sont majoritaires en Bolivie (71%) ou disposent d'une minorité prépondérante en Equateur et au Pérou (entre 40 et 50 %), ils sont aujourd'hui presque inexistantes en Uruguay, Argentine, Brésil et Chili (inférieur à 5 %) où ils vivent en marge de la société dans des bidonvilles¹². Ils constituent des minorités ethniques sans nation, vivant mêlés à une population dominante. La proportion d'indiens n'a cessé de diminuer mais leur nombre continue de s'accroître.

Les immigrants constituent une autre composante de la population sud-américaine. Essentiellement espagnols au cours de la période coloniale et dans les années qui suivent les indépendances, le flot s'est accru et diversifié au XX^{ème} siècle. Les années trente sont marquées par l'arrivée de plusieurs millions d'Italiens ; après la seconde guerre mondiale, Allemands, Polonais, Libano- Syriens et Asiatiques sont nombreux à immigrer.

Un phénomène demeure propre à l'Amérique latine : le métissage culturel et ethnique de la population indienne avec les colons espagnols et portugais et avec les Noirs. Il atteint des proportions élevées dans certains pays (76 % au Paraguay, 42 % au Pérou)¹³. Ce métissage a produit à son tour des identités distinctes : Cholos du Pérou, Cabochos et Cafusos du Brésil, Cabecitas negras d'Argentine... Ces peuples ne peuvent être assimilés aux « blancs » ni aux indiens mais constituent une troisième force vive.

En Amérique du Sud, l'antagonisme lié aux origines ethniques est moins marqué que dans d'autres régions du monde et les rivalités liées aux différences de statut économique et culturel prennent le pas sur la xénophobie qui n'est cependant pas exclue de ces régions. De

¹⁰ Mouvement protestant né aux Etats-Unis en 1906 mettant l'accent sur le charisme.

¹¹ Voir Annexe

¹² HENNEBELLE Guy, « Le tribalisme planétaire », Paris, édition « Panoramiques », 1990.

¹³ Idem 2

même, l'Histoire mouvementée du sous-continent a imprégné les sociétés sud-américaines et elle a appesanti les relations inter étatiques.

1.2 Les stigmates de l'Histoire

L'Histoire de l'Amérique du Sud, marquée par cinq siècles de dominance, de situations d'injustice, de destructions culturelles profondes porte les germes des luttes contemporaines menées par les indiens. Ceux-ci, héritiers d'une civilisation brillante qui fut occultée et pillée, ne restèrent pas passifs. En effet, ils menèrent en vain de nombreuses guerres dans l'ensemble du sous-continent afin de retarder leur mise sous tutelle.

1.2.1 La civilisation précolombienne et la colonisation

L'Amérique du Sud fut colonisée par des descendants de peuples venus d'Asie par le détroit de Béring asséché et ayant traversé l'Amérique du Nord. L'Amérique précolombienne comptait selon les experts 80 millions d'habitants avec des civilisations originales. Les peuples nomades cueilleurs et chasseurs d'Amazonie côtoyaient l'Empire Inca. Les Incas représentaient la forme communautaire d'exploitation et d'organisation sociale évoluée : maîtrise des techniques d'irrigation, cultures diversifiées (maïs, pomme de terre, tabac...), techniques de construction originales (Machu picchu, forteresse de Sacsahuama). Le conquistador Pedro Sancho de Hoz qualifiait la ville de Cuzco comme « *digne d'être vue en Espagne* »¹⁴. De même, la machine gouvernementale et administrative déployée par les Incas pour contrôler les habitants de l'Empire forçait l'admiration des Espagnols. Ainsi, à l'arrivée des premiers explorateurs européens, l'Amérique du Sud n'était pas un vide civilisationnel.

Le processus de colonisation peut être divisé en deux phases distinctes : une phase courte de conquête suivie d'une phase d'asservissement des peuples autochtones. Les explorateurs espagnols, débarquant de leurs navires avec chevaux et armes à feu, utilisèrent le pouvoir d'êtres surnaturels que leur prêtaient les indiens crédules. Ces derniers seront décimés par des massacres perpétrés et par une invasion microbienne venue d'Europe. Ces épidémies furent interprétées comme un signe divin pour les nouveaux colons ; cette terre leur était destinée. De même, lorsqu'ils débarquèrent sur cette terre qu'ils prenaient pour les Indes, les conquistadors crurent avoir à faire à des musulmans. En conséquence, l'indien fut assimilé à l'hérétique, l'infidèle qu'il faut éliminer. La légitimité de la conquête acquise, rien ne s'opposa à la deuxième phase de la colonisation : l'asservissement des populations autochtones.

¹⁴ Idem 3

L'extermination physique directe ne fut utilisée qu'en dernier recours contre des peuples récalcitrants comme les Chiriguanos de Bolivie et d'Argentine. En effet, le développement rapide de l'industrie minière et les plantations de canne à sucre qui accaparaient les meilleures terres réclamaient une main d'œuvre abondante. Ainsi, l'indien, occupant provisoire d'un territoire qu'il était incapable de mettre en valeur, devenait ouvrier agricole ou mineur. Les règles de la « mita », corvée obligatoire, et de l'« encomienda », services en échange de l'instruction chrétienne, furent instaurées. De même, l'esclavage fut réservé à certains peuples, entreprise facilitée par la collaboration de populations autochtones avec les colons : Mirañas de Colombie avec les Portugais, Arawak du Guyana...

Deux politiques d'assimilation furent employées pour se soustraire au problème indien : le métissage de la population indienne et l'évangélisation massive dans des villages communautés (les réductions). La domination coloniale sépara l'ensemble de la population de la Vice-royauté (comme au Pérou) sur une distinction fondée sur la race : les Espagnols et les Indiens. Jusqu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, une élite de notables indiens allait assumer le rôle de « cacique », intermédiaire entre les populations autochtones et l'autorité coloniale. Cependant, Espagnols et Indiens disposèrent très tôt d'un statut et d'un rôle social bien définis et d'une assise territoriale distincte encadrée par les pouvoirs civils et religieux.

La pérennisation de la distinction entre les colons et les peuples autochtones demeura une dimension essentielle bien au-delà de la colonisation espagnole. En effet, les nouvelles républiques nées des indépendances ne firent qu'entériner la politique discriminatoire.

1.2.2 Les indépendances

Aux yeux des indiens, les guerres d'indépendance au XIX^{ème} siècle ne concernaient que leurs maîtres, toutefois, ils combattirent dans les deux camps. Bien après les indépendances et jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle, les indiens virent s'aggraver les exactions à leur encontre. Ils furent maintenus en servage et le système communautaire fut aboli. Le démantèlement des caciquats en 1825 créa un abîme social entre indiens et créoles¹⁵. Simón Bolívar qui voulait une citoyenneté égalitaire où les indiens seraient libérés des relations coloniales afin de les transformer en petits propriétaires échoua. En effet, la législation des jeunes républiques favorisa la spoliation des terres communautaires pour constituer de grands domaines : les « haciendas » ou « latifundios ». Les populations indiennes furent cantonnées

¹⁵ Blancs ou métis nés sur le continent sud-américain

sur les plus mauvaises terres. Au colonialisme externe et espagnol succéda un néo-colonialisme interne et républicain sans modification des structures coloniales.

Affectés de tous les défauts : « superstitieux », « paresseux », « ivrogne »... l'autochtone représentait un « boulet » empêchant la nation de progresser. Afin de remplacer la subordination coloniale, il fut établi une politique indienne. Celle-ci préconisait l'intégration des indiens dans la société par de multiples moyens : scolarisation, service militaire, expropriation foncière et transformation des populations indiennes en ouvriers agricoles. En effet, si l'idéologie de la construction nationale exigeait une liquidation de ces peuples, le capitalisme dominant impliquait le maintien de cette masse privée de droit civique, mais faisant office de main d'œuvre dans les plantations de café ou dans les mines d'étain et de cuivre. La contradiction entre le discours officiel assimilateur et la pratique de la discrimination déboucha sur une acculturation partielle avec une notion de dominants (les créoles) et de dominés (les indiens).

Aux tentatives d'assimilation forcée, il ne faut pas oublier l'élimination physique des indiens qui a perduré au-delà des indépendances. En quatre siècles et demi, la population indienne fut divisée par dix et pas seulement par les épidémies importées d'Europe. A la fin du XIX^{ème} siècle, les indiens de la pampa argentine furent totalement exterminés afin de laisser place à l'élevage extensif des ovidés et des bovidés. Les Tehuelches, indiens de Patagonie, subirent une politique d'extermination qui entraîna leur extinction physique et culturelle. De même, au début du XX^{ème} siècle, des centaines de milliers d'indiens d'Amazonie périrent sous les coups des chercheurs de caoutchouc.

Le grand mouvement d'émigration européenne du XX^{ème} siècle permit le peuplement des espaces du sous-continent vidés de leur population. Ces émigrés obtinrent rapidement une promotion sociale et politique au détriment des indiens. Les Mapuches d'Argentine furent longtemps occultés des listes d'état-civil. La politique du « melting-pot » ne s'appliqua pas à cette région.

Une fois passée les indépendances, les oligarchies et les élites créoles continuèrent à vivre comme elles le faisaient au temps de la colonisation. Cette période fut une rupture politique et géopolitique mais pas une rupture avec l'état antérieur de la société. Cependant, les peuples indiens développèrent des mécanismes de résistance qui leur ont permis de survivre en s'inspirant des méthodes des créoles se soustrayant à la tutelle de la couronne espagnole.

1.2.3 Les révoltes du passé

Les indiens ne furent pas passifs pendant cinq siècles d'Histoire sud-américaine. Ils menèrent de nombreuses luttes voire des guerres dans l'ensemble du sous-continent afin de retarder leur mise sous tutelle. Dès 1493, les Chibchas de Colombie combattirent les colons pour le contrôle de leurs mines d'or. Deux ans plus tard, Christophe Colomb se retrouva face à cent mille indiens coalisés. Certains peuples comme les Mocovís d'Argentine, les Jivaros du Pérou et d'Equateur réussirent à maintenir leur indépendance pendant près de quatre siècles. Cependant, afin d'échapper aux massacres ou à l'esclavagisme, de nombreux indiens se retirèrent au plus profond de la forêt amazonienne et reprirent contact avec le monde occidental qu'à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Les populations indiennes peuvent se targuer de victoires retentissantes. Les Mapuches vainquirent et mirent à mort le conquistador Valdivia ; ils rejetèrent les Espagnols au Nord du Bío-Bío¹⁶. Les Guaranis du Sud du Brésil et du Nord du Paraguay armés par les Jésuites remportèrent une victoire décisive sur les Paulistes¹⁷ en 1641 qui déboucha sur la création d'une véritable république Guarani. L'indien Aymara Tupak Katari exécuté en 1781 par les conquistadors après des années de lutte fut considéré comme un héros ; il donnera naissance au XX^{ème} siècle à un mouvement communautaire indien très actif en Bolivie : le Katarisme.

Après les vaines tentatives d'opposition à la colonisation, les guerres d'indépendances galvanisèrent les soulèvements indiens et leur ambition de reconstruire un « grand Pérou » sur la base de l'Empire Inca (1838) ou de reconstituer un vaste Empire Guarani au Paraguay (1870). Cependant, il fallut attendre l'aube du XX^{ème} siècle et le Zapatisme mexicain qui fit des émules tant dans le monde ouvrier que chez les indiens. De nombreuses rébellions se multiplièrent et embrasèrent les zones rurales andines. Ainsi, des figures célèbres indiennes se révélèrent comme Manuel Quintín qui conduisit un vaste soulèvement contre le travail forcé des indiens Paez en Colombie (1910-1917). Dans les années 1920, des révoltes paysannes explosèrent au Pérou pour lutter contre les abus des grands propriétaires terriens (les « Gamonales »).

¹⁶ Région centrale du Chili

¹⁷ Habitants de la ville brésilienne de Saint-Paul de Piratinigüe et chargés par les Portugais du trafic d'esclaves indiens

Ces soulèvements n'obtinrent pas le succès escompté, bien au contraire. En effet, ils furent discrédités et présentés comme des complots : l'indien visant à l'extermination de la population « blanche » voire à la restauration de l'Empire Inca et menaçant l'intégrité de l'unité nationale. Cependant, toutes ces révoltes démontrèrent la capacité des autochtones à lutter contre la subordination. De même, ils développèrent des mécanismes de résistance avec une volonté de revanche qui allait prendre forme au cours du XX^{ème} siècle.

La mise en place par les Etats d'une politique favorable aux indiens fut limitée. Très tôt, à l'indianisme, politisation de l'indianité, s'imposa une politique indigéniste.

1.3 Notions sociologiques et anthropologiques

« Indianité », « Indianisme » et « Indigénisme » sont des expressions aux frontières sémantiques floues et parfois, se chevauchant. Cette ambiguïté découle des termes « indien » et « indigène » dont ils sont dérivés sans compter les épithètes injurieuses : « sauvage », « naco », « huanco »... L'indien est le premier occupant du continent américain, dénommé Indes occidentales ; plus tard, il fut baptisé « amérindien ». L'indigène est natif du pays dont il est question ; historiquement il s'agissait aussi d'un être humain appartenant à un groupe ethnique existant dans un pays d'outre-mer avant sa colonisation. Malgré ces définitions issues du dictionnaire Robert, le contenu varie d'un sens à son contraire en fonction du locuteur et du contexte socio-politique.

1.3.1 Indianité et indianisme

La population indienne est composée de quatre cents ethnies parlant environ mille cinq cents langues. La problématique de l'indianité renvoie à l'adhésion à un système structuré selon différents modes ou niveaux d'organisation des représentations comme le sens commun des rêves (qui ont nécessairement un lien avec la destinée humaine) ou le mythe (ensembles de croyances et de rituels où les aînés et les chamans jouissent d'une marge d'autonomie). Cependant, le seul trait commun de l'indianité demeure la marginalité et l'exclusion sociale et politique au cours de l'histoire ; il s'agit de l'appartenance à la catégorie sociale des « dominés ». L'indianité demeure une notion propre aux pays andins ; ailleurs, elle n'a de place car les indiens forment une périphérie sociale de peu d'importance. Cependant, une partie du mouvement autochtone revendiquât le terme d'« indien ».

Ainsi, germât un nationalisme au sein des peuples indiens, un phénomène normal dans la dynamique de leurs identités et de leurs rapports avec les autres. En effet, cette idéologie apparût durant la période de démocratisation des années 1980 à 1990. Elle naquît d'un sentiment que ces peuples égalaient ou même surpassaient beaucoup de nations du monde. Ce réveil identitaire impliqua de jeunes indiens éduqués par l'Etat pour qui, ils collaboraient activement à la tâche d'acculturation. Ils apprirent leur histoire et exaltèrent l'indianité précolombienne en y ajoutant des symboles indiens nés du syncrétisme¹⁸ colonial. Ils s'emparèrent de certaines idées occidentales potentiellement subversives : droits de la personne, droits des peuples à disposer d'eux-mêmes (organisation internationale du travail de 1957 et accord 169). De même, la théologie de la Libération, vaste mouvement social influencé par la révolution cubaine et les mouvances gauchistes (prêtres pour le tiers monde en Argentine, groupe Golconda en Colombie...)¹⁹ et l'évangélisme protestant de la guerre froide guideront cette prise de conscience.

L'indianisme représente la politisation des indiens d'Amérique, leur prise de décision directe sur les questions qui les concernent. C'est une prise de conscience politique, une maturité et une émergence d'une vie politique indienne. L'indianisme est donc un sursaut à l'indianité refoulée mais aussi une réaction à la politique indigéniste mise en place par les Etats de tutelle.

1.3.2 Indigénisme

Le discours politique de la conquête demeure indissociable du discours théologique. En effet, l'Eglise reconnut que les indiens étaient des descendants d'Adam donc des être humains. Il s'agissait d'un monde ayant échappé jusque-là à la connaissance des plus grands esprits de la chrétienté et à la prédication de l'Evangile. Cependant, deux mouvements théologiques s'opposèrent en Amérique du Sud. Les Jésuites voulurent arracher ces « sauvages » à l'emprise de Satan pour les amener à la simplicité de la vie chrétienne en les pourchassant et en les regroupant dans des « réductions ». Les Dominicains soutinrent la thèse inverse : les indiens étaient naturellement bon et la colonisation européenne les pervertissait. Le père Francisco de Vitoria ou Bartolomé de las Casas, représentants de la ligne utopiste, en vinrent à contester la légitimité de la conquête, mais en vain. Il fut convenu que l'indien était un être humain empreint d'athéisme puis un sauvage croyant en Dieu et obéissant à la loi naturelle malgré la dégénérescence de ses mœurs et de la confusion de ces croyances. Convertis généralement à la fin de la période coloniale, cette image se dissipât de l'imaginaire

¹⁸ Système philosophique ou religieux tendant à faire fusionner plusieurs doctrines différentes.

¹⁹ CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, PARIS, Ellipses, 2003.

religieux occidental sauf pour les peuples païens de la périphérie (plaine du Chaco, Amazonie).

Après leur indépendance de l'empire espagnol, les nouvelles républiques, ayant aboli le régime des castes, supprimèrent souvent le mot « indien », pour le remplacer par « indigène », terme plus scientifique. Le gouvernement argentin qualifia les premiers occupants du sol d' « aborigènes », « indien » devenant l'injure suprême. Le Pérou consacra le terme « paysan » pour la désignation des membres des communautés andines afin d'occulter l'existence d'une identité ethnique différente, sous couvert d'une volonté de rompre les relations de domination et de distinction.

Au cours du XX^{ème} siècle, l'Amérique redécouvrit que des indiens existaient encore ayant survécu à cinq siècles d'invasion et d'occupation du continent. L'anthropologie, étude des identités ethniques en plein essor, s'intéressa alors au fonctionnement synchronique des peuples indigènes. Elle permit de les intégrer à l'expansion occidentale ou de les cantonner en marge dans des réserves. De même, les études socio-culturelles servirent à affermir le pouvoir colonial. C'est ce que Robert Jaulin²⁰ nomma « ethnocide » et que les manuels désignèrent « anthropologie appliquée ». Le concept d'ethnocide fut appliqué non pas pour détruire physiquement les hommes comme peut être le génocide mais pour éradiquer leur culture (destruction systématique des modes de vie et de pensées). L'ethnocide fut l'œuvre des missionnaires afin de briser la force de la croyance païenne puis la doctrine officielle des gouvernements pour supprimer l'indianité de l'indien et en faire un citoyen.

L'indigénisme se caractérisa comme une politique indienne ayant pour objectif de remplacer la subordination coloniale par l'intégration forcée. Cet indigénisme assimilateur fut le discours sur lequel s'appuya l'ensemble des sociétés américaines pendant plusieurs siècles.

L'Histoire porte les germes du réveil indien de la seconde partie du XX^{ème} siècle. Face à la colonisation et aux politiques indigénistes après les indépendances, les peuples indiens ont su développer des mécanismes de résistance. Les soulèvements qui ont jalonné les cinq siècles de domination ont démontré la capacité des autochtones de s'approprier sélectivement le message chrétien et la politique afin d'en faire l'expression de leur refus de subordination.

²⁰ 1928-1996, ethnologue français qui séjourna chez les indiens du Venezuela et de Colombie.

DEUXIÈME PARTIE : LES SOURCES DES CONFLITS CONTEMPORAINS

Durant la dernière décennie du XX^{ème} siècle, de grands mouvements sociaux ayant pour origine des revendications indiennes ont entraîné une instabilité sociale dans le sous-continent sud-américain. Les raisons sont multiples et complexes et leur incidence varie d'un pays à l'autre. Cependant, le bilan de deux décennies de libéralisation politique et économique en Amérique du Sud touche au désastre. En effet, l'échec des capitalismes démocratiques dans la région, la décadence des grands partis de masse du passé et des modèles traditionnels d'organisations syndicales, l'interventionnisme d'acteurs externes idéologiques ou religieux ont favorisé le réveil identitaire indien.

2.1 Une identité méprisée

L'écrivain Leopoldo Benitez résume le mépris de la République d'Equateur pour l'identité indienne et la renaissance de l'indianisme en une phrase pouvant s'appliquer à bon nombre de pays d'Amérique du Sud : « *La République d'Equateur s'est dressée en écrasant de son pied et de sa botte militaire la dignité des peuples, méconnaissant totalement les diversités dont maintenant, en entrant dans le XXI^{ème} siècle, la plupart d'entre-nous nous avons une idée claire* »²¹.

2.1.1 Une incompréhension et une politique indigéniste omniprésente

L'indien s'apparente à un bouc émissaire responsable de tous les maux et des désillusions de la société des pays sud-américains. Il est rendu responsable de l'archaïsme et de l'absence de productivité de l'agriculture qui ne peut subvenir à ses besoins et qui doit importer alors que le problème majeur demeure les conditions précaires de production de leurs terres érodées et appauvries. Parfois, l'indien est devenu l'ennemi interne, accusé d'être un narcotrafiquant. En effet, de nombreux indiens des Andes produisent la coca, culture ancestrale utilisée pour le masticage médicinal et traditionnel de la feuille et faisant partie des rites indiens. Cependant, ils sont, malgré eux, forcés à intégrer les organisations maffieuses et les guérilleros liés au narcotrafic. Ainsi, ils sont les acteurs impuissants d'une lutte entre militaires et paramilitaires (AUC²²) contre les FARC²³ et l'ELN²⁴ en Colombie.

²¹ BENITEZ Leopoldo, *Drame et paradoxe*, Mexico, Fondo de cultura económica, Mexico, 1950.

²² Autodéfenses Unies de Colombie

²³ Forces Armées Révolutionnaires de Colombie

²⁴ Ejército de Liberación Nacional (Armée de Libération Nationale)

Il existe un mépris pour l'indien et il est né un nationalisme conservateur négationnisme : l'« hispanisme ». La reconnaissance des territoires historiques des peuples indiens d'Amérique du Sud se trouvant aujourd'hui en grande partie coupés par les frontières des états actuels : Kollasuyo Aymara (Pérou, Chili et Bolivie), Wallmapu des Mapuches (Chili et Argentine) représente une hérésie. De même, l'Histoire précolombienne de ces peuples est occultée. João Ubaldo Ribeiro, auteur de « Vive le peuple brésilien » (1999), cite : « *Avant les Portugais, il n'y avait rien ici. Pas de civilisation. Juste quelques tribus vivant de façon primitive* ».

La politique indigéniste mise en place pendant un siècle après les indépendances a perduré durant la seconde partie du XX^{ème} siècle : scolarisation, service militaire, métissage accéléré ... De même, l'antagonisme linguistique entre l'Espagnol et les langues indiennes s'est accrue. Au Pérou, la constitution de 1979 a remis en question l'enseignement du Quechua et a réduit considérablement les droits des communautés indiennes dorénavant dénommées « aborigènes ». Les indiens d'Amérique du Sud sont confrontés à une menace de déperdition identitaire par leur émigration vers les villes. L'indianité est alors fusionnée avec le problème de la misère sociale des grandes villes sud-américaines. En conséquence, l'exode rural a engendré une « désindianisation ». La naissance du dernier avatar de l'indigénisme est « la prise en charge » des indiens. Les gouvernements mènent des politiques indiennes avilissantes, réduites à la distribution d'aliments de première nécessité et de postes administratifs ciblés qui correspondent à un clientélisme officiel.

Le fossé entre créoles et indiens tend à se creuser à partir de la seconde partie du XX^{ème} siècle à cause d'une incompréhension mutuelle et d'une agnosie des gouvernements sud-américains au problème indien. De trop nombreuses exactions amplifient également le phénomène.

2.1.2 Entre génocide et ethnocide

Après une phase de développement national et des régimes populistes suivie de régimes militaires, l'Amérique du Sud connut les démocraties libérées. Cependant, ces changements successifs n'empêchèrent pas des ethnocides voire des génocides perpétrés à l'encontre des peuples indiens issus principalement de la forêt amazonienne. En effet, les indiens représentent toujours une menace immédiate pour l'état et les entreprises qui espèrent les maintenir dans la précarité la plus déplorable. La vulnérabilité sociale de ces peuples, c'est-à-dire la mesure combinée des indicateurs d'analphabétisme, de dénutrition, de mortalité infantile, de pauvreté, se rapproche d'un taux de 100 (niveau de risque

maximal pour une collectivité humaine²⁵). De même, les maladies comme la tuberculose, la malaria, la dengue sont le lot quotidien de ces peuples.

Certains pays n'ont pas hésité à utiliser des méthodes extrêmes pour se débarrasser de la menace indienne. A la fin de la dernière décennie, le Pérou a mené une politique eugéniste qui a provoqué la stérilisation forcée de plus de trois cent mille femmes indiennes, des personnes captées soit à force de pressions, de chantages et de menaces, soit en se voyant offrir des aliments. Le régime militaire brésilien comptait réduire à 20 000 en l'espace de dix ans le nombre d'indiens vivant à l'état tribal qu'il avait évalué en 1976 à 220 000. Ainsi, les Guaranis du Mato Grosso²⁶, confinés dans des espaces très réduits, se sont retrouvés acculés et certains d'entre eux se sont suicidés. A ces violences raciales, il faut ajouter le statut de « peuples objets²⁷ » caractérisant les indiens. L'affrontement de populations indiennes au cœur de la jungle équatoriale amazonienne pour une cause de frontière contestée entre le Pérou et l'Equateur l'a démontré. Les tribus des régions voisines à la ligne de démarcation furent enrôlées de force dans ces projets, sous peine d'être accusées de manquer d'ardeur patriotique et les jeunes de tribus identiques s'entre-tuèrent au nom d'un patriotisme qui n'est point le leur.

Le XX^{ème} siècle a engendré de nouveaux fronts pionniers qui constituent un nouvel axe de colonisation. La conquête de l'Amazonie au Brésil par la construction accélérée de routes transcontinentales suscite des déplacements d'indiens, délogés de leurs aires de chasse et de cueillette, et qui ne survivent que dans des zones protégées. L'agriculture extensive provoque des ravages avec un déboisement rapide par incendie. Les Makuxis de la région du Roraima²⁸ sont obligés de défendre leurs enfants contre les troupes par des barbelés. L'industrialisation outrancière liée au pétrole représente un véritable fléau pour les indiens d'Amazonie équatorienne. Les régions touchées par la pollution, due aux suintements quotidiens de brut et de produits chimiques employées dans le traitement du pétrole, ont vu les taux de cancers augmenter fortement, des cas d'avortements, de malformations. De nombreux indiens ont dû quitter leurs terres devenues impropres à l'agriculture ou ont perdu des bêtes malades. La pollution au mercure de l'eau, a décimé les Yanomanis au Brésil et au Venezuela. De même, l'industrie pétrolière engendre des abatages massifs d'arbres et empoisonne toute la chaîne alimentaire. Ainsi, les populations de Tetetes et de Secoyas²⁹ ont diminué de moitié.

²⁵ Sources RISAL, septembre 2001.

²⁶ Etat de la partie occidentale du Brésil

²⁷ BEAUCAGE Pierre, « Parcours de l'indianité », Université de Montréal.

²⁸ Etat du Nord du Brésil frontalier avec le Venezuela

²⁹ Peuples indiens d'Amazonie équatorienne

Le phénomène de démocratisation initié au cours de la seconde partie du XX^{ème} siècle n'a pas concerné les populations indiennes. Cependant, il leur inspira un réveil identitaire.

2.1.3 Le réveil identitaire

La renaissance identitaire coïncida avec l'émergence de jeunes élites indiennes ayant eu accès à l'éducation. Ces mouvements novateurs disposent d'une grande autonomie par rapport aux partis politiques, à l'Eglise et aux organisations non gouvernementales. Ils veulent rompre avec l'aspect communautaire traditionnel. Ils profitent également de figures de proue qui symbolisent une indianité victorieuse : les dirigeants populaires boliviens Felipe Quispe et Evo Morales, la prix Nobel de la paix 1992 guatémaltèque et indienne Rigoberta Menchu.

L'indianité est devenu un motif de fierté comme en Bolivie où elle est composante de la conscience nationale. Le temps est révolu où les indiens eux-mêmes dans leur interaction avec la société dominante, cherchaient à échapper à une identité stigmatisée en changeant, par exemple, leurs vêtements pour aller en ville. Les indiens ont des réticences à la scolarisation et à la latinisation ainsi qu'à l'intégration à l'économie moderne. Ils rejettent massivement la politique indigéniste pérennisée par les gouvernements successifs des états de tutelle.

Cette indianité recouvrée, principalement dans les pays andins, a donné naissance à une prise de conscience politique : l'indianisme, forme de nationalisme indien. Il s'agit d'une volonté de se prendre en charge et de participer activement au destin des états dans lesquels ils vivent. Cependant, il peut prendre une forme violente car la blessure est béante et il existe un discrédit du monde des blancs. La culture orale a conservé vif le souvenir des tragédies orchestrées par les gouvernements et le pillage de l'héritage culturel par l'Eglise. Les Mapuches voient dans l'état argentin et la civilisation occidentale, au mieux un corps étranger, au pire un implacable ennemi, un « monde imposé de force qu'il faut combattre ».

Cinq siècles de présence n'ont pas altéré la politique de domination des créoles sur les indiens. Cependant, le processus de démocratisation des pays sud-américains a favorisé le réveil identitaire indien également exacerbé par des facteurs sociaux et économiques.

2.2 Les fractures socio-économiques

Certains conflits découlant de problèmes de minorités éclatent lorsque les mécanismes d'oppression dépassent le cadre purement culturel, linguistique ou religieux et incorporent des volets d'aggravation économiques ou liés à la conjoncture des relations internationales.

2.2.1 L'échec du néolibéralisme

L'arrivée des dictatures militaires durant la guerre froide créa les conditions politiques et sociales nécessaires au passage d'une économie basée sur le marché interne à une économie ultralibéraliste. Cette politique fut prônée par les Etats-Unis à travers la forme d'accords de libre-échange : l'ALENA (Accord de Libre-Échange Nord-Américain) et la ZLEA³⁰ (Zone de Libre-Échange des Amériques). Elle eut pour conséquence la suppression des réformes socialistes et l'ouverture des économies nationales au marché international. Plus tard, le néolibéralisme réduisit l'Amérique du Sud à un rang traditionnel de périphérie des pays occidentaux (Etats-Unis, Union Européenne et Japon). La mise en place de cette politique économique s'accompagna de réformes agraires ayant profité plus à des sociétés étrangères qu'aux paysans (United Fruit Company puis la Brand Company dénommée la « pieuvre verte »), d'une appropriation des richesses du pays (minerais, pétrole et gaz) par des multinationales et d'une dollarisation de l'économie profitant aux riches. De même, les organisations financières internationales (FMI³¹, Banque Mondiale) imposèrent leurs conditions de crédit, exigeant une rigueur des politiques monétaires, la réduction des fonctions de l'état par le biais des privatisations et la diminution de ses dépenses. En ce qui concerne l'environnement, les gouvernements sud-américains ont fermé les yeux sur les transgressions aux normes de protection des forêts par les entreprises étrangères exploitant le bois.

Les conséquences sociales de ces mesures sont désastreuses : augmentation de la pauvreté, croissance des inégalités, démantèlement des services publics, licenciements, faillites... Les programmes publics de développement rural affectent les économies paysannes indiennes. Les sociétés pétrolières asservissent les paysans en leur offrant du travail temporaire de trois mois. Pourtant, les pays andins bénéficient d'une reprise de l'économie provoquée par l'envolée des cours de matières premières. Cependant, la redistribution des revenus est inexistante et les indiens demeurent les oubliés de la croissance. De même, tous les progrès économiques sont rongés systématiquement par la croissance démographique. La surcharge des populations rurales pousse vers les

³⁰ ALCA (Area de Libre Comercio de las Americas) en Espagnol.

grandes villes : urbanisation incontrôlée, surplus de misère... La masse des pauvres est en constante expansion et elle concerne majoritairement les indiens. L'institut national équatorien de statistique et de recensement estime à 44% la proportion de pauvres du pays, disposant de moins de 2 € par jour, dont 80 à 90% au sein de la population indienne³².

Le problème indien est essentiellement un problème de la paysannerie pauvre liée à une agriculture de subsistance. 90% des petits agriculteurs équatoriens possèdent des parcelles de 10 hectares au maximum³³, la majorité située sur les pentes des montagnes difficilement accessibles. L'indien des Andes, privé de légitimité, réclame « *la terre pour qui la travaille*³⁴ » usurpée par les grands propriétaires terriens. La dimension agraire demeure une composante essentielle de l'indianité en Amérique du Sud même si la révolution agraire de la fin du XX^{ème} siècle donna des terres aux communautés en Bolivie, au Pérou, en Equateur. Cependant, la plupart des terres octroyées aux indiens ne sont pas clairement délimitées et les réformes libérales des années 1990, comme au Pérou, ont remis en cause le caractère inaliénable des terres communautaires. De même, afin de lutter contre le narcotrafic, l'éradication de la culture de la coca a ruiné les paysans en Bolivie.

L'ultralibéralisme est vu par les indiens comme un nouvel instrument de spoliation et d'ethnocide. Cette politique économique néfaste associée à un besoin pressant de démocratisation et de partis efficaces demeure les leitmotivs de mécontentement et de revendication des mouvements communautaires indiens.

2.2.2 Les limites avérées de la démocratisation

Le laborieux processus de démocratisation s'est amorcé à partir des années 1980, mais les programmes d'ajustement structurel : éducation, santé, programmes sociaux n'ont pas échappé au couperet des compressions budgétaires qui ont touché en premier chef les couches les plus pauvres de la population parmi lesquels les indiens. Il n'y a pas eu de réforme urbaine, mesure indispensable afin de réduire les inégalités sociales ; le fossé social s'est creusé entre la société rurale et la société urbaine. De même, les classes dirigeantes ont des conceptions politiques et culturelles héritées de la colonisation espagnole. Le patron, le prêtre et l'administration politique forment le triptyque qui s'est imposé comme naturel ne laissant aucune place à l'indien. En cent quatre-vingt douze ans de vie républicaine au Chili, pas un seul indien n'a siégé au Sénat et seulement cinq sont devenus députés. Les plus hautes écoles de l'Armée excluent les descendants d'indiens de

³¹ Fonds Monétaire International

³² TRANIER Laurent, « Les indigènes équatoriens face au défi évangélique », Le Monde Diplomatique, Avril 2005.

³³ Sources RISAL 2003.

³⁴ Ana Maria, leader zapatiste mexicain.

leurs formations d'officiers d'état-major. Au Pérou, les étudiants d'origine paysanne sortent de l'université avec un diplôme inutilisable en raison de la ségrégation raciale et linguistique.

Aux lacunes démocratiques, il faut ajouter la déliquescence de la classe politique traditionnelle. En effet, les partis politiques et les organisations syndicales traditionnelles établis se montrent incapables de servir de médiateurs dans la relation état société et les mouvements sociaux sont une réponse au vide politique. Pourtant, les revendications indiennes trouvent un écho dans les courants de gauche qui constituent l'opposition principale au libéralisme dominant prôné par les partis de droite. Cependant, la question indienne pose d'importants défis aux acteurs traditionnels de la Gauche incapables de proposer une alternative. En effet, le temps venu du pouvoir, il est malaisé de risquer des rétorsions économiques par les Etats-Unis, principaux bailleurs de fonds, en menant une politique de gauche trop radicale. De même, le discours de l'extrême gauche n'intègre pas la spécificité indienne, conservant la traditionnelle lutte des classes. Les syndicats, corrompus par le patronat et le pouvoir en place ou mal organisés, sont rapidement déboutés et volent en éclat lors de négociations.

Le repli identitaire est facilité par des promesses électorales non tenues qui s'apparentent à des trahisons lorsqu'il s'agit d'indiens au pouvoir. L'élection en 2002 de Lucio Gutiérrez en Equateur grâce à une coalition de gauche et aux mouvements indiens tourna à l'arnaque post-électorale. En effet, après avoir nommé cinq ministres d'origine indienne au gouvernement parmi lesquels Nina Pacari au poste prestigieux de ministre des affaires étrangères, ceux-ci furent tous renvoyés ou démissionnèrent au mois d'août de la même année. Au Pérou, le premier président indien d'origine Quechua, élu en juin 2001, est confronté aujourd'hui à une grave crise de crédibilité car il n'a rempli aucune de ses promesses électorales. Le retentissant triomphe de Lula au Brésil, soutenu par de nombreux mouvements, ne s'est pas traduit par une avancée concrète de la réforme agraire tant attendue.

Le résultat des transitions démocratiques demeure mitigé d'autant plus que les partis traditionnels de gauche ainsi que les organisations syndicales n'offrent pas le niveau de résilience souhaité. De même, des facteurs externes allaient faciliter le retour à des mouvements communautaires indiens d'autodéfense.

2.3 Les sources externes

L'Amérique du Sud n'est pas un continent isolé du phénomène de mondialisation. Bien au contraire, elle demeure une zone convoitée. Les causes internes de mécontentement subissent l'influence de la sphère idéologique et religieuse mondiale mais aussi de l'interventionnisme des Etats-Unis et des organisations internationales ou non gouvernementales. Ces sources externes cristallisent les revendications des mouvements communautaires indiens.

2.3.1 L'idéologie

Pour l'union soviétique, l'Amérique du Sud n'a jamais représenté une zone prioritaire du développement de la révolution mondiale. Cependant, le début de la guerre froide permit aux partis communistes de se réaligner sur des positions anti-américaines classiques mais ils furent frappés par de nombreuses scissions. Ainsi, naquirent des mouvements, avec à leur base des paysans indiens manipulés par des intellectuels épris de doctrine marxiste-léniniste ou trotskiste. Dans ce contexte, les dictatures militaires au Brésil et au Chili des années 1980 abusèrent de la répression contre les Mapuches et les Quechuas dont les organisations furent associées au « complot communiste international ».

L'arrivée du castrisme modifia le comportement des partis communistes puisque la rébellion et la subversion furent prônées par le biais de l'organisation latino-américaine de solidarité (OLAS) afin de lutter contre le front impérialiste. En conséquence, des mouvements armés et des guérillas éclatèrent entre 1959 et 1968 au Venezuela, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, en Argentine et au Brésil. Le conformisme des partis communistes et l'apathie des soviétiques engendrèrent des guérillas d'obédience maoïste qui séduirent idéologiquement les indiens comme le Sentier Lumineux au Pérou. Mais globalement, ces mouvements n'inspirèrent aux populations indiennes que de l'incompréhension.

L'effondrement du système soviétique et l'affaiblissement du castrisme transformèrent les partis communistes sud-américains en facteurs résiduels. Les dogmes politiques de la Gauche ne survécurent pas, laissant la place au narco-terrorisme et aux organisations mafieuses. Cependant, depuis peu, l'écho à l'insurrection du Chiapas fut entendu. Partout en Amérique du Sud émerge un nouveau mouvement avec lequel les pouvoirs doivent désormais compter. En effet, le « néo-zapatisme », luttant contre le néolibéralisme, a trouvé un terrain favorable dans les fondements des revendications indiennes, en particulier en ce qui concerne le développement agricole.

A l'idéologie qui influa les mouvements identitaires et sociaux indiens en Amérique du Sud, il faut associer le message évangélique de certains cultes.

2.3.2 La religion

Afin d'attirer les populations urbaines majoritaires et davantage imprégnées par le consumérisme que par la foi, le pape Jean XXIII décida de se rapprocher du peuple par le biais d'une nouvelle liturgie et un engagement social auprès des opprimés. L'Eglise catholique, en renouveau, organisa la conférence du conseil épiscopal latino-américain de Medellin³⁵ en 1968 et élaborait un espace de réflexion avec la Théologie de la Libération associée à l'action sociale. De même, l'Eglise accepta d'intégrer au courant principal de la foi la religiosité indienne, une combinaison de façon syncrétique des croyances et des rites précolombiens avec ceux du catholicisme. La Théologie de la Libération s'efforça à mobiliser l'opinion publique pour la défense des indiens. L'Eglise catholique parvint au Brésil avec la Gauche et les mouvements écologistes à insérer le droit à l'autonomie des indiens dans la nouvelle constitution démocratique de 1988. Monseigneur Proano et Monseigneur Correl, disciples de Bartolomé de Las Casas et dénommés les « évêques des pauvres », menèrent une révolution en Amérique du Sud dès 1954 pour la réforme agraire. Cette théologie eut aussi une trajectoire politique puisque le catholicisme eut à faire face à une concurrence croissante des Eglises protestantes fondamentalistes. Elle donna naissance à des mouvements sociaux gauchistes inspirés par la révolution cubaine. Finalement, le Vatican tenta de contrer ses mouvements afin de conserver son influence.

De leur côté, les Etats-Unis utilisèrent le culte protestant avec une propension contre-révolutionnaire conservatrice et proaméricaine. En effet, dans les années 1970-1980, les Eglises ou sectes évangélistes et pentecôtistes se multiplièrent en Amérique du Sud. Elles récupérèrent la dimension subversive du message évangélique. Les indiens représentaient les « tribus perdues d'Israël », un dernier bastion à conquérir et à évangéliser. Ainsi, pendant la guerre froide, le révérend Moon réussit à créer en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie, un vaste réseau qui n'avait que pour ambition secrète de lutter contre le communisme. Les évangélistes ruinèrent l'identité sociale et rituelle des peuples indiens. Les Kurripakos de Colombie furent longtemps privés de la pratique des rites d'initiation par les évangélistes de la « New Tribe Mission ». Ces Eglises entamèrent une nouvelle phase d'acculturation qui permit de contenir les revendications des mouvements indiens jugées menaçantes pour la politique des Etats-Unis.

Les deux Eglises : catholique et évangéliste obtinrent des résultats divergents. La première permit le développement des mouvements identitaires et sociaux indiens alors que la seconde tenta de les éradiquer. Malgré tout, elles participèrent implicitement à la politique

³⁵ Deuxième ville de Colombie dans la vallée Aburrá à 1500 mètres d'altitude.

extérieure de certains pays ou favorisèrent une idéologie, preuve de l'interventionnalisme international dans le sous-continent sud-américain.

2.3.3 Le contexte international

L'action internationale concernait les pays démocratiques sud-américains dont le nombre ne cessa de croître au cours des années 1980. Cependant, ces états jugèrent cette intrusion comme particulièrement gênante. Les organisations autochtones, les organisations non gouvernementales, l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des Etats Américains (OEA) relayées par les médias et quelques personnes du monde du spectacle tentèrent de mettre en application dans le sous-continent le nouveau droit international. En effet, l'accord 169 de l'Organisation Internationale du Travail qui complétait le texte de 1957 concernant les droits de la personne et les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes reconnaissait « l'aspiration des peuples indigènes et tribus à contrôler leurs propres institutions, leur mode de vie et leur développement économique, ainsi qu'à développer leurs identités, leurs langues et leurs religions, dans le cadre des états où ils vivent ». Cet accord de droit international fut un catalyseur pour tous les mouvements communautaires indiens puisque leurs revendications étaient désormais légitimées. Ces textes furent accompagnés de nombreuses actions parmi lesquelles : l'année internationale des gens autochtones en 1993 puis la décennie 1995-2004. De même, l'ONU avait esquissé un projet de droit à l'autodétermination des peuples autochtones. Cependant, le discours demeura partagé entre le droit juridique international omniprésent (droit à reconnaître, droit de participation, droit de multiculturalisme) et un discours caché décrivant les mouvements communautaires indiens comme un danger pour l'unité nationale des états d'Amérique du Sud.

Le sous-continent sud-américain a toujours représenté un enjeu majeur pour la sécurité des Etats-Unis. Ils s'y engagèrent durablement mais sans continuité dans leur politique et en occultant le problème identitaire indien. Durant la guerre froide, ils mirent en avant la doctrine de Monröe pour endiguer le communisme et lutter contre les tensions sociales et l'instabilité politique. Ils menèrent un double jeu en favorisant tout d'abord une série de coups d'état préventifs en Argentine, en Equateur et au Pérou et en mettant en place des régimes dictatoriaux de tutelle puis, en s'appuyant sur les firmes multinationales et les grands propriétaires terriens auxquels ils injectèrent des fonds. En parallèle, ils cherchèrent une riposte positive, en accélérant le développement économique et social du sous-continent, en créant un Corps de la Paix en 1961 afin de contribuer au progrès des pays sous-développés (programmes de logement urbain et rural, réforme agraire) ou en soumettant l'assistance économique à la démocratisation en 1976, volte face à leur politique de soutien des dictatures militaires. Depuis peu, de nouveaux accords garantissent

aux Etats-Unis un contrôle sur les gouvernements sud-américains. Le plan « Colombie » leur assure un contrôle militaire direct des territoires colombiens et la signature de la ZLEA, une domination économique. En ce qui concerne les mouvements communautaires indiens, les Etats-Unis ont toujours considérés ces organisations comme une menace pour la stabilité du sous-continent. Ils ont tenté de les discréditer en les criminalisant, en les traitant de « putschistes », de terroristes ou de narcotrafiquants et en diabolisant leurs dirigeants quelles que soient les revendications de ces populations. En conséquence, les Etats-Unis ont favorisé indirectement l'émergence des mouvements identitaires indiens et stimulé la lutte contre leur politique néocolonialiste en Amérique du Sud.

TROISIÈME PARTIE : ANALYSE DES MOUVEMENTS INDIENS

L'Amérique du Sud et les indiens s'inscrivent dans l'histoire contemporaine des mouvements sociaux. Les populations indiennes des Andes (Mapuches, Aymaras et Quechuas) sont devenues des acteurs potentiels d'un processus d'affirmation culturelle, sociale et politique inédit. Leurs formes d'organisation (fédération d'indiens, parti politique...), leurs discours (revendications écologistes, reconnaissance identitaire, nationalisme...) et leurs méthodes de lutte (de la marche pacifique à la guérilla) posent d'importants défis aux Etats qui hésitent entre cooptation, institutionnalisation ou répression. En conséquence, ces mouvements indiens menacent la stabilité du sous-continent et l'hégémonie des Etats-Unis dans la région.

3.1 De l'association à la guérilla

Les populations indiennes se sont appropriées le discours politique profitant de la modernisation de la société et de la démocratisation des Etats de tutelle et prenant en compte les enseignements du passé. Ces mouvements, devenus très populaires, se caractérisent par l'hétérogénéité des revendications et de leurs moyens d'action.

3.1.1 Genèse et organisation des mouvements

La modernisation de la société au cours des quatre dernières décennies a favorisé l'essor des mouvements indiens. En effet, les moyens de communication modernes (médias électroniques et télévision satellitaire) ont consolidé le décloisonnement des mouvements et le développement des contacts vers l'extérieur. Aujourd'hui, les revendications des divers groupes se répandent par le biais du courrier électronique. Le « néo-évolutionnisme technologique »³⁶, la diffusion des idées démocratiques, la pénétration de l'économie de marché et les migrations durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle ont métamorphosé les populations indiennes. Désormais, celles-ci exigent une émancipation, une appropriation et une maîtrise de la modernité. C'est dans ce contexte que les années 1980 ont vu germer une capacité autonome de développement d'un leadership parmi les élites indiennes.

Les indiens ont su tenir compte des enseignements du passé et de cinq cents ans de résistance. Ils ont tiré les leçons des antagonismes d'hier avec les syndicats paysans. Ils ont profité de leur expérience politique et organisationnelle pour créer des structures

³⁶ Idem 27

inédites en parallèle des autres mouvements sociaux, en s'y associant ou en conservant certaines formes d'auto organisation. Ils ont incorporé sélectivement les discours politiques comme ils l'avaient fait avec les discours religieux : « Du libéralisme, ils ont retenu les droits de la personne ; du socialisme, la terre pour qui la travaille ; du nationalisme, leur droit à l'autodétermination »³⁷. Ils ont complété ces idéologies politiques par des revendications contemporaines comme l'écologie et le féminisme. Plus largement, ils ont saisi l'importance politique de la représentation idéale de l'indien.

Les mouvements ont bénéficié d'une forte médiatisation de leur lutte. De même, ils ont obtenu un soutien dans la société, profitant d'un courant révisionniste qui reporte sur le colonialisme la responsabilité de l'ensemble des problèmes sociaux des communautés. Ainsi, syndicats, étudiants et Eglises ont, de facto, adhéré aux revendications indiennes. Le message a trouvé également un écho dans le monde du spectacle ; le chanteur anglo-saxon Sting est devenu le porte parole de la lutte des indiens d'Amazonie. De même, les mouvements communautaires indiens ont exporté le débat et ils l'ont internationalisé. En janvier 2004, une rencontre internationale de la pensée autonome organisée à Buenos Aires a permis la création d'un espace de dialogue et de réflexion pour tous ces mouvements. En juillet de la même année, une internationale amérindienne fut créée et composée de soixante-quatre peuples sur la base de la « déclaration de Quito »³⁸.

Les formes de mouvements et les luttes sociales varient d'un pays à l'autre en fonction du degré d'industrialisation, de la résistance des oligarchies et de l'importance relative des populations indiennes.

3.1.2 Les formes de mouvements

La plupart des mouvements indiens générés demeurent empreints de revendications sociales et identitaires. Ils sont contestataires mais leur forme d'action reste généralement pacifique. Parmi ces mouvements, certains sont nés de la religiosité. En effet, la souplesse doctrinale des évangélistes a séduit les communautés de la montagne centrale équatorienne donnant naissance à la FEINE³⁹ et son expression politique Amauta Jauri, le mouvement indien du Chimborazo⁴⁰... De même, des associations de défense de la culture indienne se sont multipliées dans le sous-continent : FUNAI⁴¹ au Brésil, fédération

³⁷ Idem 27

³⁸ Engagement de 33 villes et administrations locales d'Amérique latine et des Caraïbes à améliorer la gestion urbaine, la santé, la sécurité alimentaire, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion.

³⁹ Fédération Equatorienne des INdigènes Evangéliques

⁴⁰ Volcan et plus haut sommet des Andes équatoriennes, un des symboles de l'Equateur.

⁴¹ FUNdação NAcional do Indio (Fondation Nationale de l'Indien)

indigène du Madre de Dios⁴² au Pérou, CONAIE⁴³ en Equateur, organisation des Ikas de Colombie... Ces mouvements, mettant à la disposition des indiens une multiplicité de services (pôle audiovisuel, bibliothèque, pôle informatique) afin de communiquer et de les instruire, revendiquent des droits sociaux et culturels : santé, éducation, langue. Face à la répression, de nombreux groupes sociaux ont mené des formes de lutte originales privilégiant un pacifisme actif inspiré du Mahatma Gandhi : occupation symbolique, marche silencieuse...

En Amérique andine, les mouvements communautaires se caractérisent par une forte connotation ethnique avec l'émergence d'une idéologie indianiste. Ils rejettent massivement les frontières établies pendant les Indépendances et ils ont créés des organisations interétatiques : fédération du peuple Cocama (Pérou, Colombie, Brésil), nouvelle ethnogenèse du peuple Candoshi en Amazonie péruvienne, Katarisme en Bolivie. En parallèle, des partis nationalistes ont éclos dans la région andine comme le MIP⁴⁴ du Bolivien Felipe Quispe. La zone fut également le théâtre d'une violente contestation politique sous la forme de maquis marxistes, de guérillas urbaines. Les Tupamaros d'Uruguay, se réclamant du rebelle inca Tupac Amaru, furent associés aux vols de banques, à de nombreux assassinats et enlèvements politiques dans le pays. Le Sentier Lumineux mena au Pérou une politique de la terre brûlée et une guerre populaire en trois actes : une campagne d'agitation et de propagande, une offensive généralisée contre l'état et finalement une guerre totale. Cependant, ces deux mouvements fortement indianisés, aujourd'hui décapités, ont rapidement basculé dans des activités maffieuses et terroristes éloignées des revendications traditionnelles indiennes.

La tendance actuelle pour tous les mouvements indianisés d'un même état s'éloigne d'un parti politique unique d'avant-garde pour aller dans le sens d'une convergence organisationnelle. En effet, les insurgés indiens révolutionnaires et démocrates appellent à la conjonction des résistances afin de former des « blocs sociaux alternatifs ». La CONAIE en Equateur s'est alliée avec des organisations rurales, urbaines et syndicales afin de négocier directement avec l'Etat court-circuitant les partis de gauche traditionnels. Cependant, la limite entre le mouvement social et l'organisation politique demeure tenue. Seuls les mouvements sociaux boliviens (organisations indiennes, Cocaleros⁴⁵, paysans sans terre) sont parvenus à se fédérer. Loin de disposer d'un parti

⁴² Région de l'Amazonie péruvienne

⁴³ Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur

⁴⁴ Movimiento Indio Pachakuti

⁴⁵ Organisation des cultivateurs de la feuille de coca (la plante est sacrée et utilisée à des fins médicinales et rituelles par les indiens de l'Altiplano)

politique unique et puissant, les indiens ont su mobiliser et entraîner dans leurs revendications les autres mouvements sociaux, une affirmation politique inédite.

3.1.3 Les objectifs

Afin de mener une lutte offensive et efficace contre le néolibéralisme et sa forme la plus avilissante : l'exclusion, les mouvements indiens tendent vers une convergence d'idées et d'actions. Ils imposent de nouveaux thèmes à l'agenda social articulés autour de la critique du capitalisme. Des structures et des programmes économiques ad hoc (FUNAI, ECUARUNARI⁴⁶, CONAIE...) furent créés afin de gérer les bénéfices résultant du labeur des indiens. Cependant, l'affirmation communautaire et identitaire débouche sur une exigence de contrôle du territoire et des ressources naturelles afin d'en faire profiter les plus pauvres. Pour ce faire, il faut s'opposer bien plus qu'à l'Etat mais à l'ensemble des occupants (multinationales, grands propriétaires terriens, FMI, Banque Mondiale...) et à l'Accord énergétique anticipé de 2001⁴⁷. Ainsi, le sous-continent fut le théâtre de nombreux conflits internes : « guerre de l'eau » en 2000 et « guerre du gaz » en 2003 en Bolivie, soulèvement contre la privatisation des services au Paraguay, grèves générales en Colombie...

Au-delà du « droit à la terre pour qui la travaille »⁴⁸, les indiens revendiquent le droit de se gouverner eux-mêmes. Ils contestent la discrimination ethnique et se réclament citoyens des Etats de tutelle avec les mêmes droits fondamentaux et sociaux que les autres : éducation, liberté d'expression, santé, environnement... Face aux inégalités croissantes, ils exigent le droit de sortir de la misère et le droit collectif de préservation d'une culture différente. Ainsi, l'élite indienne, formée dans les années 1970-1980, propose un modèle pluriculturel de démocratie participative ayant pour base « l'unité dans la diversité »⁴⁹. A l'indigénisme intégrationniste des autorités nationales, les organisations indiennes répliquent par un indianisme respectueux des identités, une autonomie sans séparation, une intégration sans assimilation, en bref : « être reconnus égaux et différents »⁵⁰. Le but n'est pas d'orienter leurs actions vers des prétentions aux gouvernements ni d'indianiser la société mais de renforcer la société civile et les réseaux de solidarité. La modernisation de la production et la consolidation ou la reconstruction de

⁴⁶ Confédération des peuples de nationalité Kichwa d'Equateur (ECUAdor RUNAcunapac RICcharimui)

⁴⁷ Accord fixant la nécessité de garantir le développement du continent sud-américain en produisant abondamment et à bas prix des hydrocarbures et en accordant la confiance aux multinationales développant le secteur énergétique.

⁴⁸ Idem 34

⁴⁹ Idem 27

⁵⁰ Idem 27

la communauté demeurent leurs priorités en encourageant des formes d'économie alternative et en combinant développement et intégration dans la société nationale.

Cependant, il existe une forme plus extrémiste de revendications dans la région andine reposant sur un fondamentalisme identitaire. Ce nationalisme prône la récupération de la souveraineté face au pouvoir transnational ; il clame l'héritage des ancêtres comme base du futur. Le mouvement Katariste en Bolivie revendique la création d'une République Aymara indépendante autour du Lac Titicaca sur les vestiges de l'empire précolombien (le Tahuantinsuyo). Se sentant marginalisés par le centralisme de Lima, les élites indiennes de la cordillère péruvienne aspirent à une nation Quechua avec Cuzco comme capitale. Plus étonnant, certains mouvements indiens reprennent à leur compte le discours nationaliste post-Indépendances au nom de la « patrie humiliée ». Les Aymaras de Bolivie se sont soulevés contre le projet d'exportation gazière à travers le Chili prétextant la défaite de la Guerre du Pacifique en 1978. Les thèses nationalistes demeurent marginales mais constituent potentiellement une menace pour la région andine.

Chacun des mouvements indiens exprime un profond désaccord avec l'ordre existant. Cependant, les revendications sont pragmatiques : reconnaissance des droits humains des indiens, démocratisation en profondeur avec à l'appui une véritable justice sociale, rejet du système économique dominant. Des succès mais aussi des désillusions caractérisent les luttes de tous ces mouvements sud-américains.

3.2 Victoires et désillusions

Les récents succès obtenus par les mouvements indiens dans les pays andins ont permis de contrebalancer la politique interne de certains états. Cependant, les divergences entre les mouvements, l'absence d'alternative politique ou les contre-mesures politiques engagées par les gouvernements ont engendré des désillusions.

3.2.1 Quelques succès notoires

Les mouvements indiens représentent un puissant levier pour contrebalancer la politique des gouvernements des Etats de tutelle. Les années 1990 furent marquées par des avancées tangibles : constitutions amendées reconnaissant l'existence et les droits légitimes des peuples indiens au Brésil, en Colombie, au Venezuela et à partir de 2000 dans l'ensemble des pays andins. En Equateur, la CONAIE est devenue un acteur de premier plan de la réalité équatorienne. Elle a fait plier de nombreux gouvernements, entraîné la démission de sept présidents et la fuite de plusieurs banquiers et fonctionnaires publics. Elle a permis la création d'un ministère des affaires indigènes et la mise en place

d'une politique socio-économique en leur faveur tout en détruisant les mythes racistes issus de l'époque coloniale. Les cinq millions de descendants des peuples précolombiens ont acquis une visibilité, une force politique et une dignité dans ce pays. Les gouvernements péruviens et colombiens doivent compter sur la mobilisation et les soulèvements récurrents des mouvements indiens qui menacent leur légitimité. L'indien Aymara Evo Morales qui a réussi à fédérer tous les mouvements regroupant la majorité des peuples indiens de Bolivie a été récemment élu président de la République après avoir installé trente cinq députés de son parti MAS⁵¹ au Parlement. Il est devenu l'emblème de la revanche indienne en Amérique du Sud. Même en Uruguay, la légalité des guérilleros Tupamaros fut recouvrée et ils furent intégrés au sein du Frente Amplio, coalition au pouvoir.

Dans de nombreux pays, le succès obtenu par les mouvements indiens ne s'est pas traduit politiquement mais par des concessions sociales et économiques. Face aux moyens de pression, les gouvernements ont accordé des mesures aux indiens : assistance médicale, réforme agraire, scolarisation... Le Chili du président Ricardo Lagos a octroyé un patrimoine de 11 000 hectares aux Aymaras et il a élargi le Fonds de développement aux familles indiennes. La Bolivie avait entamé une réforme agraire comportant la distribution d'un millier de tracteurs pour les paysans. Les Mapuches ont récupéré juridiquement une partie de leurs terres ancestrales en Argentine ; le Pérou a promulgué l'inaliénabilité des terres indiennes. Les cent cinquante réserves (« resguardos ») en Colombie garantissent aux indiens une autogestion sous forme de gouvernement embryonnaire représentant les intérêts communautaires auprès de l'Etat. Ainsi, le peuple Kuna⁵², produisant le célèbre textile bariolé « molas » diffusé dans le monde entier, dispose de revenus non négligeables. La reconnaissance de l'identité culturelle fait parti intégrante des réformes ; le bilinguisme progresse dans certaines régions : Quechua ou Aymara avec l'Espagnol.

Une des victoires probantes des mouvements indiens demeure la prise de conscience de l'indianité en Amérique du Sud et sur la scène internationale. En 1987, Tripoli (Libye) consacra les thèses de la « réciprocité⁵³ » communautaire au détriment des thèses intégrationnistes de tutelle. La médiatisation de leurs luttes et le soutien d'ONG ou de personnalités du monde du spectacle ont donné un poids relatif à leurs mouvements. Le procès retentissant des indiens d'Equateur contre le géant pétrolier américain Chevron Texaco en 2003, accusé d'avoir pollué les territoires et contaminé la population indienne, a exalté l'opinion publique mondiale.

⁵¹ Mouvement vers le socialisme (Moviento Al Socialismo)

⁵² Peuple de Colombie et du Panamá jouissant d'une quasi-autonomie gouvernementale sur leur territoire.

⁵³ Système collectiviste humaniste

Cependant, les quelques succès obtenus par les mouvements indiens ne doivent pas masquer les nombreuses désillusions.

3.2.2 Des résultats dans l'ensemble plutôt mitigés

Nonobstant les améliorations significatives dans le domaine de la protection du droit des communautés, les populations demeurent toujours sous la tutelle des Etats. La création de réserves au Brésil et en Colombie s'apparente à une résurgence du passé. En effet, elles rappellent les réductions, structures d'assimilation forcée usitées lors de la colonisation. Au Chili, la loi de 1972 a permis la création d'un institut de développement indigène mais depuis, aucune disposition juridique décente n'est venue l'étayer. Le traitement des conflits par la négociation a engendré un effet d'« ethnicisation » ou de « racialisation » de la revendication⁵⁴. Ce dispositif est utilisé comme contrôle politique afin de contenir la population indienne à distance. De même, les succès électoraux obtenus demeurent localisés dans des zones spécifiquement indiennes. En conséquence, les mouvements indiens sont souvent les acteurs potentiels d'affirmation politique, culturelle et sociale au niveau local ou régional mais ils sont absents au niveau national.

Les mouvements indiens, quelle que soit leur obédience, souffrent d'une mauvaise réputation. En effet, les formes extrêmes de revendications ayant abouti à des guérillas ont été préjudiciables. Le bilan de la révolte fomentée par le Sentier Lumineux dans les Andes péruviennes est lourd : près de 300 000 morts, des massacres, une omniprésence de la terreur. Cependant, la lutte armée pour une cause politique s'est transformée en activités maffieuses et terroristes. Face à l'ampleur de ces révoltes, les milieux politiques traditionnels impuissants cédèrent la place aux militaires décidés à éradiquer toutes les formes de revendications. Ainsi, de nombreux mouvements furent réprimés et décapités.

Les communautés indiennes des pays andins disposent d'un pouvoir de rassemblement limité. Elles ne regroupent qu'une minorité de la population car celle-ci demeure sous la menace de la répression. Les révoltes paysannes des années 1970 au Pérou furent noyées dans le sang. De même, certaines organisations n'ont pas réussi à franchir le pas, à constituer une force homogène capable d'aller au-delà des revendications immédiates et à créer une alternative politique car les décisions fondamentales du pays passent par les instances de pouvoir. A vrai dire, trop de différences difficiles à aplanir subsistent entre chaque communauté et dont l'adversaire tire profit pour renforcer son influence. Ainsi, de nombreux mouvements socio-politiques ont connu l'échec ou ont été cooptés par les institutions. L'appui de la CONAIE et de son bras politique le parti Pachakutik au

⁵⁴ BARRERA GUARDENAS Augusto, « le mouvement indigène, entre le social et la politique », Alternatives Sud, Paris, 2005.

gouvernement de Monsieur Gutierrez qui entraîna l'Equateur à pactiser avec les Etats-Unis, le FMI et les forces du marché a discrédité ce puissant mouvement indien auprès de sa base, ébranlant son unité. Le manque de cohésion et d'ambition politique, les nombreuses dissensions entre les mouvements grèvent l'action globale des indiens en Amérique du Sud.

Cependant, quels que soient les résultats envisagés, l'émergence de ces mouvements constitue une nouvelle donne pour le sous-continent.

3.3. Une menace pour la stabilité du continent

Les mouvements indiens bouleversent le fragile équilibre du sous-continent. En effet, il existe un risque de guerre civile, de « balkanisation » et de conflits inter étatiques en Amérique du Sud. Cependant, les Etats-Unis, considérant la question indienne comme une menace pour leur hégémonie dans la région, ne pourront qu'intervenir sous fond de lutte contre le narcotrafic.

3.3.1 La contre réaction des Etats-Unis

La doctrine Monröe, énoncée en 1823 et selon laquelle rien ne doit se passer en Amérique latine qui puisse nuire aux intérêts des Etats-Unis, demeure d'actualité. Le NIC⁵⁵ considère la question indienne comme l'un des principaux dangers potentiels pour la sécurité et l'hégémonie des Etats-Unis à l'horizon 2020⁵⁶. En effet, un rapprochement entre les mouvements indiens, les groupes alter mondialistes radicalisés et un front avéré anti-impérialiste constitué de Cuba, du Venezuela et de la Bolivie soutenus par la Chine et la Corée du Nord représentent une menace pour la présence étasunienne en Amérique du Sud. Le spectre du terrorisme apparaît et la dynamique du marché mis en place risque d'être brisée.

Pour les Etats-Unis, la stabilisation des sociétés latino-américaines rongées par le sous-développement demeure une priorité. Une présence directe par le biais d'un important réseau de bases militaires en Equateur, Colombie et Guyana assure un quadrillage du sous-continent. Le prétexte avancé est une intensification de la coopération contre les guérillas et une lutte contre les narcotrafiquants qui grèvent le développement des pays sud-américains et qui menacent les intérêts des Etats-Unis (plan « Colombie »). Il existe également une entente tripartite dans chaque état associant les Etats-Unis, les partis de droite et l'armée afin d'édifier une force d'opposition contrecarrant l'émergence des mouvements indiens. De même, le maillage de la région par des Eglises néo-protestantes

⁵⁵ National Intelligence Council (Conseil national du renseignement)

⁵⁶ Conclusion du rapport du « Global Trends 2020 ».

prestataires de services sociaux et éducatifs constitue un autre volet de cette politique d'influence tout comme la volonté d'ériger une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Ce plan combinant des traités économiques et des accords de coopération vise à instaurer un contrôle du sous-continent afin de garantir la sécurité de Washington.

Les moyens mis en œuvre pour s'opposer aux mouvements sociaux et communautaires indiens sont appuyés par une stratégie de communication offensive. En effet, les Etats-Unis accusent les organisations de tous les maux : terroristes, putchistes, narcotrafiquants... et les leaders de ces mouvements sont diabolisés. Le Bolivien Evo Morales, récemment élu président de la république, a été dépeint comme un dangereux agitateur qu'il faut combattre et son parti politique MAS a été criminalisé. Avant son élection, Washington a proféré des menaces de rétorsions économiques à l'encontre de la Bolivie si ce candidat de la Gauche radicale était élu. De même, l'apparition d'un discours anti-latino aux Etats-Unis entérine cette politique de déstabilisation et de déception qui discrédite les acteurs de la contestation dans les pays sud-américains.

Les Etats-Unis ont identifié très tôt la menace inhérente pour le sous-continent que représente l'émergence de mouvements sociaux et communautaires indiens.

3.3.2 Un risque d'escalade

L'indianisme exacerbé a engendré un nationalisme indien débouchant parfois sur un irrédentisme dangereux pour le sous-continent. Les mouvements concomitants demeurent isolés et marginaux mais ils peuvent concourir à une déstabilisation globale de l'Amérique du Sud. C'est dans la région andine, parmi les vestiges de l'Empire Inca, que ces mouvements se sont développés. En effet, au Pérou, les indiens et les métis s'identifient aux descendants des peuples précolombiens. Ils désirent créer une base idéologique dénommée « le vrai Pérou » fondée sur une entité homogène. Ce mouvement nationaliste péruvien (MNP) se qualifie d'« ethnocacériste », en hommage au Général Cáceres qui avait mené la Guerre du Pacifique contre le Chili. Le mouvement prêche la revanche afin de récupérer la ville d'Arica⁵⁷ annexée par les troupes chiliennes. De même, les grands peuples autochtones andins (Quechuas, Aymaras) revendiquent l'émancipation vis-à-vis des Etats de tutelle. Le MIP (Mouvement Indigène Pachakuti), parti nationaliste indien bolivien, appelle à la création d'une république Aymara indépendante. Ces mouvements ne doivent pas être sous-estimés en raison de leur caractère primaire et viscéral et de la fragilité des démocraties sud-américaines.

L'émergence, la multiplication et l'affirmation des mouvements indiens constituent une menace à court terme pour la démocratie. En effet, le discours politique tenu

⁵⁷ Ville septentrionale et portuaire du Chili.

comporte une connotation « extrême gauchiste ». Face à ces mouvements, un front d'opposition s'est développé alliant extrême droite en forte progression et Armée. Cette dernière, caractérisée par son indépendance, demeure circonspecte devant la montée de l'indianisme ; elle possède la puissance de feu. La fin de la décennie verra des élections dans tous les pays sud-américains. L'élection de l'indien Aymara Evo Morales à la tête de la Bolivie pourrait provoquer un effet de résonance dans le monde andin. Cependant, de la réussite de sa politique dépendra la stabilité du pays et les mesures à prendre doivent être drastiques pour relever cet Etat au bord de l'implosion. Malgré la décapitation du Sentier Lumineux, le phénomène n'a pas été supprimé et il déborde aujourd'hui le cadre péruvien. Les moyens d'action usités par les mouvements populaires se caractérisent par leur forme anti-démocratique : renversement de chefs d'Etat et de gouvernements par la pression de la rue et non par les urnes, lynchages d'élus...

Des mouvements indiens politiquement organisés risquent de faire chanceler les Etats d'Amérique du Sud et mettre réellement en danger la sécurité régionale. En effet, si au cours des prochaines années les mouvements ne parviennent pas à s'insérer dans le système politique et à atteindre un certain degré d'intégration sociale, les pays andins sont menacés d'implosion. Le risque de scission au sein d'un même Etat entre les parties riches et les parties pauvres, comme en Bolivie entre la plaine et la montagne, est avéré. L'hétérogénéité régionale serait accentuée : une région andine en proie à la balkanisation et un Cône Sud plus stable, en voie de développement et majoritairement peuplé d'européens. Certains conflits latents impliquant des groupes ethniques transfrontaliers risquent de se régionaliser. Ainsi, des territoires ou des populations pourraient échapper à tout contrôle gouvernemental ; cela pourrait déboucher sur des soulèvements armés et des violences sociales.

CONCLUSION

La question des minorités demeure un sujet de préoccupation majeure pour la communauté internationale. Elle dépasse en effet le simple cadre de la gestion souveraine des États et s'insère aux forces centrifuges qui ébranlent la stabilité du monde post-guerre froide. L'Amérique du Sud n'échappe pas à la règle en témoignent les nombreux conflits internes nés de la révolte politique et identitaire des indiens.

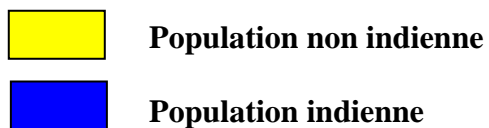
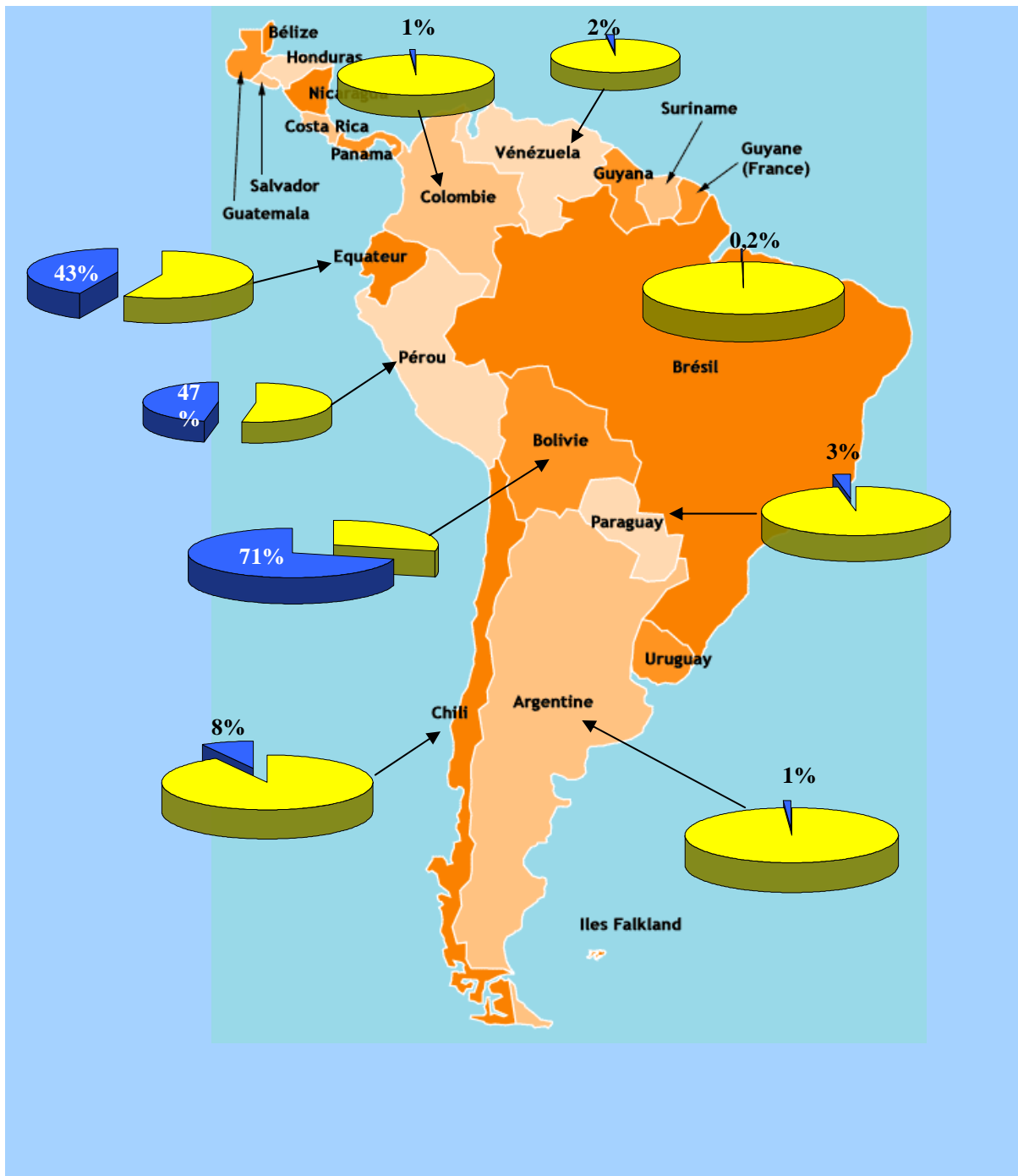
Oubliés pendant près de cinq siècles, les indiens se sont réveillés et clament aujourd'hui leur existentialisme. Ils aspirent à une reconnaissance culturelle, à un partage des richesses, à une participation politique accrue ; ils désirent choisir désormais leur destin et celui des pays dans lesquels ils vivent marginalisés. Leur lutte contre cette fracture sociale converge vers l'alter mondialisme, l'idéologie tiers-mondiste voire anti-impérialiste, une revanche sur le colonisateur, une renaissance de la civilisation pré colombienne. Cependant, la plupart des mouvements indiens qu'ils soient d'obédience sociale ou qu'ils soient radicaux (guérilla, terrorisme) sont délégitimisés, criminalisés par les Etats-Unis dont le sous-continent demeure un pré carré (doctrine de Monröe). Les régimes en place reçoivent l'aide américaine et le continent se remilitarise dangereusement (ex. : plan « Colombie »). Ainsi, la dilution, la répression ou la cooptation sont les moyens usités pour taire les revendications des peuples autochtones et élargir le fossé entre les indiens et les créoles. En effet, des formes d'ostracisme entre « blancs », indiens et métis ont refait leur apparition jusque dans les écoles des pays sud-américains.

Avec l'explosion démographique du monde indien, seule la résolution de cette exclusion pluri séculaire garantira la stabilité future de l'Amérique du Sud. Tant que les libéraux et les conservateurs ignorent ou négligent l'aspect politique de ces conflits : construction de ponts et de routes, assistance publique, santé, logement, eau...et une participation à la vie du pays. En effet, la déliquescence des états sud-américains engendrerait des risques de conflits inter étatiques avec une remise en cause des frontières établies qui a prévalu durant le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle.

Le renforcement des pôles économiques régionaux (Mercosur et Communauté Andine des Nations ex-Pacte Andin), aujourd'hui fragilisés, et un partenariat avec l'union européenne négociant séparément avec tous les schémas d'intégration latino-américains représentent une gageure afin de sortir ces pays de la misère. La prévention des crises par la promotion de véritables politiques d'intégration autour du concept d'autonomie culturelle paraît la plus opportune ; elle est cependant d'une portée limitée face à la dissémination des peuples, transfrontaliers ou dispersés, sur plusieurs emprises étatiques.

ANNEXE

PROPORTION DE LA POPULATION INDIENNE EN AMERIQUE DU SUD



Source : Le Figaro, Lamia Oualalou, novembre 2005 (source OMS)

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
1. <u>LE POIDS DE L'HISTOIRE</u>	2
1.1 Amérique du Sud et populations indiennes	2
1.1.1 Un sous-continent difficilement accessible et agité mais très convoité	2
1.1.2 Une population hétérogène	3
1.2 Les stigmates de l'Histoire	5
1.2.1 La civilisation précolombienne et la colonisation	5
1.2.2 Les Indépendances	6
1.2.3 Les révoltes du passé	8
1.3 Notions sociologiques et anthropologiques	9
1.3.1 Indianité et indianisme	9
1.3.2 Indigénisme	10
2. <u>LES SOURCES DES CONFLITS CONTEMPORAINS</u>	12
2.1 Une identité méprisée	12
2.1.1 Une incompréhension et une politique indigéniste omniprésente	12
2.1.2 Entre génocide et ethnocide	13
2.1.3 Le réveil identitaire	15
2.2 Les fractures socio-économiques	16
2.2.1 L'échec du néolibéralisme	16
2.2.2 Les limites avérées de la démocratisation	17
2.3 Les sources externes	19
2.3.1 L'idéologie	19
2.3.2 La religion	20
2.3.3 Le contexte international	21
3. <u>ANALYSE DES MOUVEMENTS INDIENS</u>	23
3.1 De l'association à la guérilla	23
3.1.1 Genèse et organisation des mouvements	23
3.1.2 Les formes de mouvements	24
3.1.3 Les objectifs	26
3.2 Victoires et désillusions	27
3.2.1 Quelques succès notoires	27
3.2.2 Des résultats dans l'ensemble plutôt mitigés	29
3.3 Une menace pour la stabilité du continent	30
3.3.1 La contre réaction des Etats-Unis	30
3.3.2 Un risque d'escalade	31
CONCLUSION	33
ANNEXE : Proportion de la population indienne en Amérique du Sud	

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANCAIS

BENITEZ Leopoldo, *Drame et paradoxe*, Mexico, Fondo de cultura económica, 1950.

CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, Paris, Ellipses, 2003.

HENNEBELLE Guy, *Le tribalisme planétaire*, Paris, édition « Panoramiques », 1990.

TAMISIER Jean-Christophe, *Dictionnaire des peuples*, Paris, édition « Larousse », 1998.

THUAL François, *Géopolitique de l'Amérique latine*, Paris, éditions « economica », 1996.

L'Atlas des atlas, Paris, Courrier International, mars/avril/mai 2005.

L'Amérique latine au XX^{ème} siècle, (col), Paris, Masson, 1979.

ARTICLES

BARRERA GUARDENAS Augusto, « le mouvement indigène, entre le social et la politique », *Alternatives Sud*, Paris, 2005.

BORAN Atilio, « Les défis de la gauche latino-américaine à l'aube du XXI^{ème} siècle », *Alternatives Sud*, 2005.

CÁCERES Sergio, « Les indiens aux portes du pouvoir », *Courrier international* n° 668, août 2003.

FAURE Michel, « Alchimie d'une nation », *L'Express*, 2000.

HOUTART Françoise, « Mondialisation des résistances, l'Amérique latine », *Le répertoire des mouvements sociaux*, septembre 2003.

LEMOINE Maurice, « La révolte très politique des indiens d'Equateur », *Le monde diplomatique*, novembre 1994.

PERÉZ Benito, « Evo, paysan indien devenu cauchemar des USA », *Le courrier de Genève*, mai 2003.

OUALALOU Lamia, « Les revendications indiennes mènent les pays andins au bord de l'implosion », *le Figaro*, novembre 2005.

ROBIN Valérie, « A propos des communautés quechuaphones des Andes péruviennes », *Amérique latine : Histoire et mémoire* n° 10, 2004.

TRANIER Laurent, « Les indigènes équatoriens face au défi évangélique », *Le monde diplomatique*, Avril 2005.

DOCUMENTS INTERNET

BEAUCAGE Pierre, *Parcours de l'indianité*, Université de Montréal, 2004, www.gripal.ca/content.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud des années 60 aux années 90, 2005, www.rabac.com/demo/relinter.

PERÉZ Benito, *Argentine, l'heure de la reconquête Mapuche* - OSSANDON Marcelo, *L'Amérique latine : un bilan en demi-teinte*- PERÉZ Benito, *Equateur, peuples indigènes et pétrole*- CÁCERES Sergio, *Le XXI^{ème} siècle sera indigène ou ne sera pas*, 2003-2005, <http://risal.collectifs.net/2005>.

L'Amérique du Sud, MSN encarta 2005, <http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia.html>.